Agriculture Durable de Moyenne Montagne

20 janvier 2015, VetAgroSup, Lempdes (63)

Journée d'échanges sur L'AGRICULTURE ÉCONOME ET AUTONOME EN MASSIF CENTRAL

Projet Agriculture durable de moyenne montagne

© D.R.

CIVAM Campagnes Vivantes · Solagro · Empreinte · Apaba · Cant'ADEAR Pour une Agriculture Paysanne

sommaire

Cinq ans de projet ADMM - - -

Cinq ans de projet ADMM...

Jean-Marc Bureau

Président de la FNCIVAM

Les travaux du réseau ADMM s'inscrivent dans la dynamique plus large du pôle Système de production économes et autonomes (SPEA) que l'on retrouve à la FNCIVAM. Je suis toujours aussi intéressé de voir ce que font les agriculteurs en moyenne montage, c'est assez différent de ce qui se fait chez moi, en Maine-et-Loire... J'ai également la satisfaction que les paysans qui travaillent sur les systèmes économes et autonomes soient réunis au sein de ce pôle SPEA, qu'ils viennent de l'Ouest de la France et des systèmes herbagers du Réseau agriculture durable, de moyenne montagne comme ici ou encore de Méditerranée. Tous ces paysans qui s'engagent dans l'agriculture durable savent qu'il est possible de faire de l'agriculture et d'en vivre en mettant en valeur des espaces qui parfois seraient en déprise sans eux. Notre objectif aujourd'hui c'est que nous soyons toujours plus nombreux à nous engager dans ces systèmes et à expérimenter.

D. R.

Olivier Izard

Administrateur référent du projet ADMM, éleveur en Aveyron

Les premiers frémissements du projet ADMM, dans le Limousin, remontent à 2007 quand des paysans ont cherché à échanger sur les systèmes durables dans le Massif Central, spécifiquement en moyenne montagne. Le projet a pris de l'ampleur en 2010 grâce au soutien de la Datar Massif Central et des Régions du Massif Central ; en 2012 nous étions là, à Lempdes, pour une première journée de restitutions. Le travail a continué et nous sommes ici aujourd'hui pour présenter nos travaux et résultats de ces deux dernières années et les discuter avec vous.

L'agriculture durable, mise en œuvre sur le terrain par les agriculteurs, agricultrices et les animateurs et animatrices, s'appuie sur les trois piliers, environnemental, social et économique, sans prévalence de l'un sur l'autre. Nous en parlons maintenant en termes de SPEA, qui au niveau du Massif Central ont des particularités par rapport au Grand-Ouest. Nous cherchons à caractériser la diversité de ces systèmes économes et autonomes, orientés par la recherche de robustesse pour être moins vulnérables dans un contexte d'évolution des soutiens et des politiques publiques, des débouchés, des cours des produits, etc. L'intérêt de ces systèmes est aussi d'aller au-delà d'une approche basique de la performance, fondée sur la dimension économique, qui ne correspond pas au but ultime des paysans sur le terrain.

Nous allons aujourd'hui présenter des expériences, des exemples de fermes ; nous aurions pu choisir de ne mettre en avant que les « meilleures » mais cela aurait été d'un intérêt limité pour parler d'un sujet qui nous est cher : la dynamique de changement. On ne peut pas séparer performance et évolution des personnes ; le « comment les gens s'organisent et changent leurs pratiques » est fondamental. Cette dimension de la dynamique de changement ne doit jamais être perdue de vue, d'autant plus au vu des préoccupations du moment où nous sommes « en route vers l'agroécologie ». Ce n'est pas tout de dire « où l'on va », le « comment on y va » est fondamental ; la démarche est inséparable des résultats.

D. R.

Jean-Yves Bechler

Commissaire de Massif, CGET Massif Central

En écoutant Olivier Izard, j'ai décidé de changer quelque peu mon introduction... Dans vos propos, j'entends, au-delà de l'agriculture durable, un autre sujet dont nous avons beaucoup parlé : la trajectoire de développement du Massif Central qui repose d'abord sur les éleveurs. Un concept ancien remonte à la surface dans nos échanges, celui d'éco-développement, qu'on utilisait avant de parler d'agriculture durable. Dans la démarche d'éco-développement, il y avait l'idée d'une émergence, par la base, de techniques qui permettaient d'utiliser au mieux, au plus juste, les ressources du milieu. Avec un aspect culturel venant de la dimension collective car en réinventant des systèmes qui s'adaptent à leur environnement, il y a production d'une culture commune.
Dans ADMM, vous vous inscrivez, comme souvent, en précurseurs de politique publique comme l'agroécologie avec une vision ascendante et systémique... Être précurseur n'est pas la tâche la plus facile... Ce qui démarre ne se fait pas sans frictions, heurts, il faut installer une nouvelle dynamique dans un paysage qui existe déjà. Nous avons su vous accompagner et nous continuerons à la faire sur la période 2015-2020.

L'autonomie n'est pas seulement alimentaire, elle est multiple et au cœur de votre démarche, comme dans d'autres filières qui ont en Massif Central, un esprit de « chaine de valeur ». L'autonomie permet de réaffirmer votre métier, notamment dans vos rapports avec les fournisseurs et les clients, que les circuits soient courts, longs, intégrés ou pas. Le choix de l'autonomie créé de la valeur, aussi en termes de méthode. Les trois tables rondes de l'après-midi me font penser à nombre de projets connexes qui existent sur nos territoires, dans les domaines de l'énergie, de la compréhension et de la valorisation des milieux... Nombre de liens sont certainement à tisser avec vos projets et votre réseau ADMM, qui s'ils ont bien progressé, ont de l'avenir et encore du travail collectif en perspective. Nous souhaitons y participer.

Marie-José Chassin

Vice-présidente du Conseil régional d'Auvergne, en charge de la ruralité et de l'agriculture

Il est toujours compliqué d'intervenir quand beaucoup de choses ont été dites ! Encore une fois, nous vous remercions de votre travail et sachez que la Région est à vos côtés. Je ferai simplement quelques points d'information complémentaires. Sur les Mesures agroécologiques et climatiques (MAEC), qui rejoignent les thématiques de cette journée, 15 projets ont été retenus dans les territoires d'Auvergne. Malgré les turpitudes de 2014, le travail a pu être fait.

Nous gérons maintenant les fonds européens et sommes en marche ; les services de la Région sont en train de répondre aux 458 remarques sur notre PDRR que la Commission européennes nous a adressées en novembre dernier... Concernant la future grande Région, nous avons un président de Région pragmatique, la décision est prise et nous nous sommes rapprochés de Rhône-Alpes ; nous travaillons ensemble et la feuille de route sera prête pour juin prochain.

Nadège Garambois

Enseignante-chercheure à AgroParisTech

Les collaborations entre l'UFR d'Agriculture comparée d'AgroParisTech et les réseaux CIVAM, INPACT et RAD viennent de notre même approche de l'agriculture : une approche systémique, qui cherche à comprendre les phénomènes agricoles à une micro-échelle pour essayer de repérer des initiatives plus à même de garantir un développement durable de l'agriculture et de réfléchir à leur accompagnement et aux politiques publiques qui favoriseraient le développement de ces systèmes.
A partir des premières collaborations, entre Sophie Devienne et André Pochon, un travail à plus grande échelle sur l'apport des systèmes de production économes et autonomes dans l'économie nationale s'est mis en place. Il suggère aujourd'hui que les systèmes à la recherche d'économies et d'autonomie, s'ils font peut-être moins travailler l'amont et l'aval de la production, sont créateurs de valeur dans l'agriculture.
Le constat de l'impasse dans laquelle se trouve l'agriculture française (perte d'emplois, problèmes environnementaux...), nous a amené à nous réunir dans le programme « Evaluer autrement » où nous sommes en lien avec le projet ADMM. Cette année, nous mettons d'ailleurs en place un projet dans le Limousin, sur demande de l'agglomération de Tulle, et dans le Ségala où nous travaillerons avec l'ABAPA sur des systèmes en ovin. Les systèmes herbagers qui privilégient le pâturage sont garants d'une plus grande création de valeur ajoutée et présentent des bénéfices environnementaux. Pourtant, ils ne bénéficient que de peu d'appui du conseil technique et des politiques publiques, malgré une plus grande contribution à l'intérêt général ; nous avons besoin d'autres critères d'évaluation et de changer la façon dont l'évaluation elle-même est faite.

Le réseau ADMM
actions et résultats

Le réseau ADMM en quelques chiffres

- **2 500** agriculteurs sur le Massif Central
- **une soixantaine** de journées d'échange et formation par an
- depuis 2010, **la collecte de données sur 140 fermes** du Massif Central et la capitalisation de nombreuses expériences
- **50** fiches de capitalisation de pratiques économes et autonomes

Les partenaires ADMM

- la Fédération nationale des CIVAM
- les Fédérations régionales des CIVAM d'Auvergne, de Languedoc-Roussillon, du Limousin et de Rhône-Alpes
- le CIVAM Empreinte dans le sud du Massif Central
- l' APABA dans l'Aveyron
- La Cant'ADEAR
- Solagro

Lore Blondel
Coordinatrice ADMM à la FNCIVAM

Le projet Agriculture durable de moyenne montage (ADMM), formalisé depuis 2009, a pour finalité de favoriser le **développement de systèmes de production plus économes et plus autonomes** sur le Massif Central. Pour cela, les partenaires entendent faire évoluer les exploitations agricoles vers plus de durabilité par l'accompagnement des paysans, la mutualisation et la mise en réseau et sensibiliser sur l'agriculture durable de moyenne montagne par la production et diffusion de documents.

L'agriculture durable...

… réside dans une meilleure utilisation de l'ensemble des facteurs qui concourent à la production et aux services rendus, tout en offrant le meilleur revenu possible aux paysans. Elle protège les ressources naturelles, garantit une efficience économique avec des revenus décents, a un impact culturel et éducatif grâce à sa dimension humaine et éthique et favorise l'équité sociale. Elle repose sur des systèmes de productions adaptés à l'écosystème cultivé, qui en utilisent les ressources et les mécanismes et conduit à la mise en œuvre de Systèmes de production économes et autonomes (SPEA) utilisant peu d'intrants, ayant un impact environnemental réduit et ne remettant pas en cause leur pérennité.

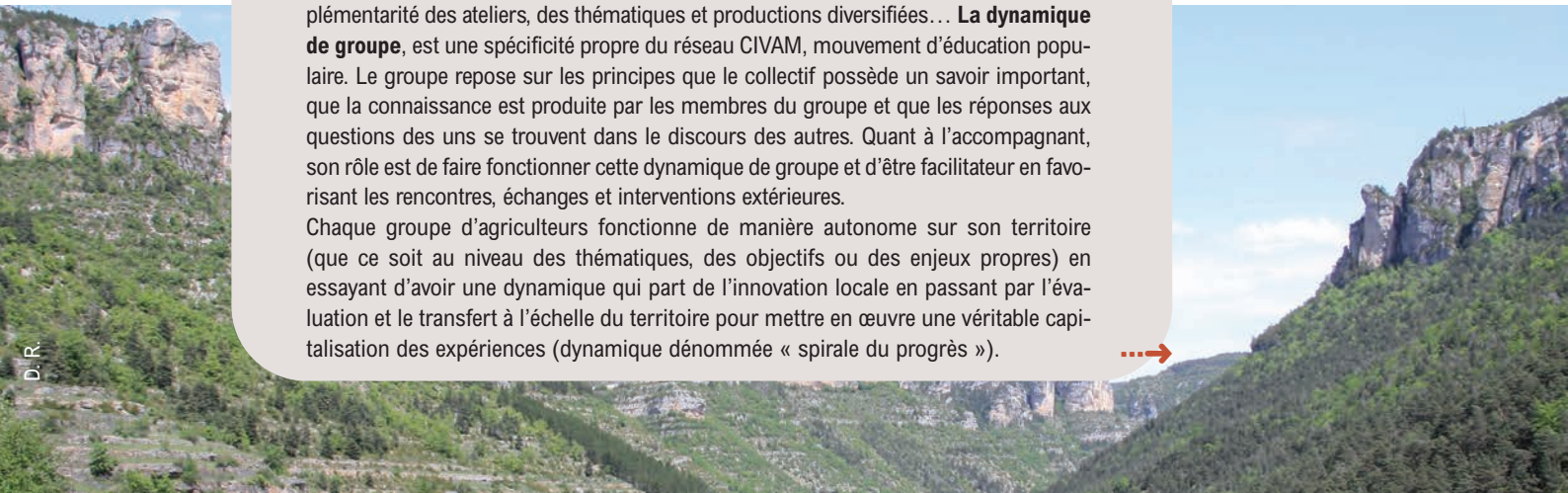
Ces SPEA visent une meilleure efficacité économique et privilégie la valorisation du travail à l'accumulation du capital. Ils redonnent leur place à ceux qui les mettent en œuvre : les agriculteurs sont autonomes dans l'observation, la prise de décision et l'action sur leurs systèmes. Ces systèmes ne se veulent pas normatifs, il n'y a ni label, ni de cahier des charges, leur fonctionnement dépend des territoires et de ceux qui y vivent. Au-delà de l'approche purement « système de production », l'agriculture durable recouvre un objet beaucoup plus vaste : il s'agit de faire le lien entre l'agriculture et son territoire et avec le reste de la société.

La démarche du projet ADMM

L'accompagnement passe essentiellement par le collectif (journées d'échanges, formations et partenariats), une approche « système », globale, qui prend en compte la complémentarité des ateliers, des thématiques et productions diversifiées… **La dynamique de groupe**, est une spécificité propre du réseau CIVAM, mouvement d'éducation populaire. Le groupe repose sur les principes que le collectif possède un savoir important, que la connaissance est produite par les membres du groupe et que les réponses aux questions des uns se trouvent dans le discours des autres. Quant à l'accompagnant, son rôle est de faire fonctionner cette dynamique de groupe et d'être facilitateur en favorisant les rencontres, échanges et interventions extérieures.

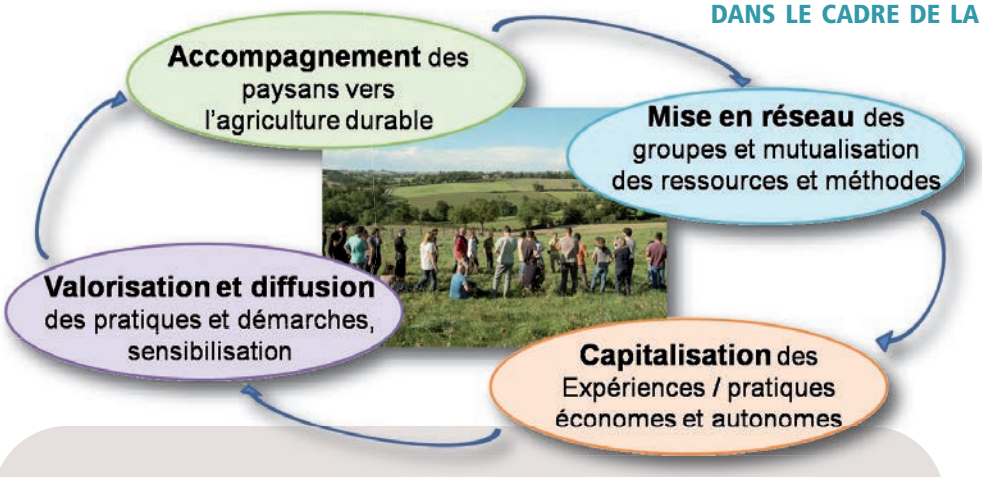
Chaque groupe d'agriculteurs fonctionne de manière autonome sur son territoire (que ce soit au niveau des thématiques, des objectifs ou des enjeux propres) en essayant d'avoir une dynamique qui part de l'innovation locale en passant par l'évaluation et le transfert à l'échelle du territoire pour mettre en œuvre une véritable capitalisation des expériences (dynamique dénommée « spirale du progrès »).

…→



D.R.

MOYENS ET ACTIONS MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE ADMM



Le **recueil de données** concernant les pratiques des exploitations agricoles se fait par la réalisation de diagnostics de durabilité ICAD (Indicateurs Clé de l'Agriculture Durable, développé par la réseau CIVAM) et des bilans DIA'TERRE®. Ces outils de bilan s'inscrivent dans une démarche de progrès, d'accompagnement au changement, en mesurant à l'instant t un état des lieux avant, pendant ou après la mise en place de pratiques pour identifier les marges de progrès et les pistes d'amélioration. Ces diagnostics permettent également d'identifier des systèmes performants ou intéressants du point de vue de la démarche de durabilité ou de pratiques spécifiques mises en place.
La mutualisation des méthodes et des résultats de diagnostics entre paysans et animateurs s'appuie sur des temps de rencontre, où la mise en commun permet de faire vivre une définition de l'agriculture durable.

La **capitalisation des expériences** s'effectue en synthétisant les données collectées, en identifiant différentes stratégies d'exploitations (par exemple à partir d'une entrée économie d'énergie) et en les intégrant à des travaux menés au niveau national par le réseau CIVAM sur l'agriculture durable, le verdissement de la PAC, l'évaluation de l'agroécologie…

La **diffusion de pratiques durables** en moyenne montagne s'effectue via la création de documents : portraits de fermes, fiches thématiques, documents d'information ou témoignages, publiés notamment sur le site internet **www.agriculture-moyenne-montagne.org** et des interventions dans l'enseignement agricole, dans des colloques, foires agricoles, projections de films…
En cinq ans, le réseau ADMM a organisé des rencontres régulières, a développé ses partenariats avec d'autres acteurs du développement agricole du Massif Central et s'est inscrit dans d'autres dynamiques CIVAM, comme le réseau national Systèmes de production économes et autonomes.

LES FINANCEURS D'ADMM

- les FEADER d'Auvergne, de Languedoc-Roussillon, du Limousin et de Rhône-Alpes
- la DATAR Massif Central via le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire
- les Régions Auvergne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes
- Les Agences de l'eau Adour Garonne, Loire-Bretagne
- L'Ademe Auvergne

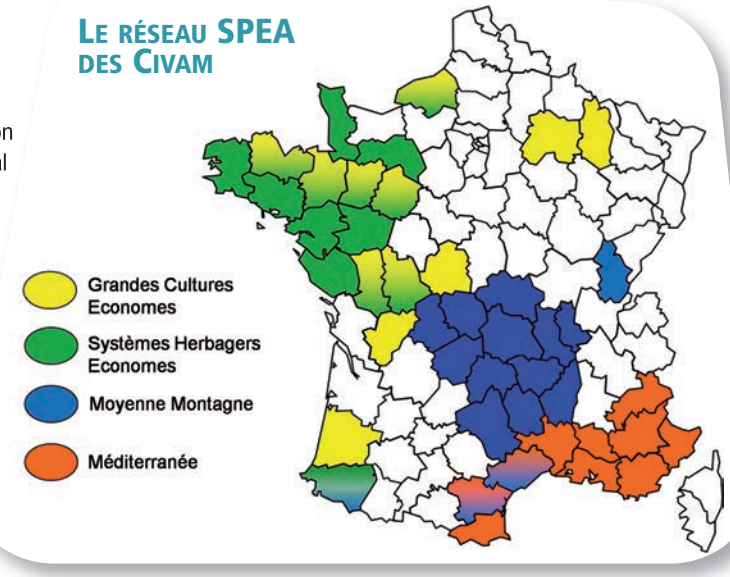
LES SYSTÈMES DE PRODUCTION ÉCONOMES ET AUTONOMES (SPEA)

Le projet ADMM s'intègre dans une dynamique de réflexion plus large et constitue l'un des quatre pôles du réseau national SPEA piloté par la FNCIVAM et le RAD.

Les membres du réseau mènent des projets en commun

- échanges interrégionaux et voyages d'étude ;
- évaluation de la durabilité : grille ICAD ;
- partenariats avec les ministères (MAAF, MEDDE) : simulations PAC, contribution au projet agroécologique ;
- développement de méthodes d'accompagnement ;
- réflexion sur les liens agriculture-territoire-société par l'échange avec d'autres groupes de travail nationaux.

LE RÉSEAU SPEA DES CIVAM



Indicateurs de durabilité et résultats des fermes du réseau ADMM

Nicolas Métayer
Solagro

La démarche

Le recueil de données dans les fermes lors de la réalisation de diagnostics nous permettent de brosser un portrait des fermes du réseau ADMM, de tracer des grandes tendances pour un certain nombre d'indicateurs de durabilité.
Le diagnostic est un outil au service d'une démarche volontaire ; les agriculteurs qui s'y engagent sont prêts à mener une prise de recul, avec un accompagnement, sur leur ferme. Certains amorcent une remise en cause de leurs pratiques, d'autres ont déjà mis en place des changements quand d'autres encore ont fait évoluer leur système il y a longtemps.

D.R.

Dans le cadre d'ADMM, nous avions entamé en 2010 une analyse de profils énergétiques et d'autonomie par la réalisation de diagnostic PLANETE et IDEA. Pour poursuivre et affiner cette analyse en allant plus loin sur l'ensemble de la durabilité, nous avons utilisé deux diagnostics complémentaires qui permettent d'avoir « un regard système » :

- **DIA'TERRE®** : outil national de diagnostic des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (GES). Coordonné par l'ADEME et en partenariat avec de nombreuses structures agricoles (dont Solagro et la FNCIVAM), il fait aujourd'hui référence et se substitue aux outils tel que PLANETE. Une cinquantaine de diagnostics DIA'TERRE® ont été réalisés sur 2013-2014 dans des fermes du réseau ADMM ;
- **ICAD** (indicateurs clés de l'agriculture durable) : diagnostic mis au point par la FNCIVAM, adapté au contexte de moyenne montagne par les partenaires du projet ADMM. Il permet de donner une vision économique et sociale d'une ferme à un instant t. Plus d'une trentaine de diagnostics ICAD ont été réalisés sur les deux dernières années.

La combinaison de ces deux outils offre, en tout, environ cinquante indicateurs pour une vision globale de la ferme, selon des entrées technique, environnementale, économique et sociale. Ainsi, sur 2013-2014, trente six fermes auront fait les deux diagnostics, offrant ainsi d'avoir « un regard système » sur les fermes du réseau ADMM.

Les fermes engagées

Les fermes du réseau ADMM qui se sont inscrites dans les démarches de diagnostic sur les deux dernières années présentent les caractéristiques suivantes :

- elles sont diversifiées mais majoritairement en bovin lait, bovin viande et caprin avec transformation fromagère (trois quarts des diagnostics réalisés) ;
- la moitié d'entre elles ont plusieurs ateliers de production, elles font de la transformation (pour 40 % d'entre elles) et de la vente directe (pour 70%) ;
- en termes de « trajectoire d'engagement dans l'agriculture durable », il existe des stades d'avancement différents : dans 15 % des fermes, la réflexion a débuté ; dans près de 35 % des cas, des actions concrètes se mettent en place et la transition est amorcée ; le reste des fermes (50%) étant aujourd'hui dans des « systèmes stabilisés », c'est-à-dire très avancées dans la mise en place de pratiques durables.

Les résultats présentés portent sur l'ensemble de ces fermes ; il est important d'avoir conscience de cette diversité dans les situations et les parcours pour expliquer et comprendre la variabilité que l'on observe sur certains critères.

questions-remarques

Dans votre présentation de « l'échantillon » de fermes, il n'y en a que huit « en cours de réflexion », cela veut-il dire que peu d'agriculteurs entrent dans la démarche ?

Non, cela veut tout simplement dire que huit fermes en cours de réflexion se sont engagées dans la démarche de diagnostic qui, il faut le rappeler, est lourde, volontaire et peut-être longue. Les diagnostics réalisés n'ont pas volonté à être représentatifs des groupes d'échange ADMM (absence d'échantillonnage). L'élément principal est la volonté de l'agriculteur de faire un bilan de sa situation.

Sur la question des indicateurs économiques, il faut souligner la limite des comparaisons avec les moyennes du RICA. Cette source statistique ne prend pas en compte toutes les exploitations, notamment les plus petites fermes. De plus, la trajectoire de la ferme par rapport à sa démarche de changement est très important à prendre en compte ; dans l'échantillon ADMM présenté, il y a des fermes en transition et c'est vrai que quand on opère des changements dans son système, il peut y avoir une ou deux années où les revenus chutent et après ça remonte. Les indicateurs de durabilité sont aussi le reflet d'une photographie de la ferme à un moment donné.

Résultats pour les fermes du réseau ADMM

Indicateurs techniques

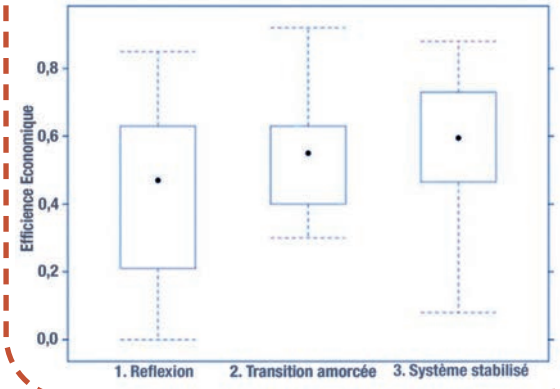
Points forts
- Autonomie fourragère (90%)
- Peu de surfaces importées (4% de la SAU)
- Consommation de fioul (37 litres/ha SAU)
- Part de légumineuses dans l'assolement (19%)
- Importance du pâturage (72%)

Points faibles
- Autonomie en concentrés (27%)

Les fermes du réseau ADMM qui font de l'élevage présentent un niveau élevé d'autonomie fourragère, les produits concentrés importés représente peu de surface, la consommation globale de fioul est faible et la part de légumineuses dans l'assolement, ainsi que le pâturage sont importants. Enfin, même l'autonomie en concentrés, parfois particulièrement difficile à atteindre en zone d'altitude, ne représente une réelle faiblesse que pour un nombre très limité de fermes, le niveau de consommation en concentrés étant fréquemment assez faible.

Indicateurs économiques

Efficience économique des exploitations selon l'état d'avancement de leur démarche de changement



Les fermes du réseau ADMM où un diagnostic ICAD a été réalisé présentent des indicateurs économiques (EBE, valeur ajoutée, revenu disponible par UTH non salarié, dépendance aux aides…) ayant une forte hétérogénéité entre exploitations. Toutefois, un rapprochement des résultats économiques des données sur RICA permet de caractériser les fermes ADMM par un faible degré de dépendance aux aides, de faibles charges d'approvisionnement par hectare (systèmes économes) associées à une valorisation importante des produits (fréquence de la transformation/vente) expliquant de bons niveaux d'efficience économique.

Indicateurs environnementaux

Les fermes du réseau ADMM présentent :
- une faible intensité énergétique toutes OTEX confondues : 182 EQF (équivalents litres de fioul)/ha quand la moyenne française est à 650 EQF/ha ;
- une production d'énergie renouvelable dans 50 % des fermes ;
- de faibles émissions de GES (1,9 teqCO_2 pour une moyenne française à 4,5 teqCO_2) ;
- une pression d'azote (= ensemble des sources d'azote appliquées au sol) faible : 56 kgN/ha pour une moyenne française à 180 kgN/ha ;
- un solde azoté moyen (2 kgN/ha) faible (moyenne française à 35 kgN/ha) ;
- une indépendance par rapport aux pesticides avec, un IFT pour les fermes du réseau ADMM bien souvent nul (l'IFT le plus élevé est de 0,33) alors que la moyenne régionale des fermes en polyculture-élevage est comprise entre 1 et 2,5 ;
- des surfaces de biodiversité importantes (72% en moyenne)

Les indicateurs environnementaux révèlent des situations relativement positives pour l'ensemble des fermes, indépendamment de leur ancienneté dans la mise en place de pratiques durables.

Indicateurs sociaux

Points forts
- Qualité de vie jugée satisfaisante (80%)
- Vivabilité de l'exploitation considérée aussi comme satisfaisante (68% - indépendamment du temps de travail)
- De bonnes combinaisons de transmissibilité (98%) (146 484 €/UTH) / Capacité économique

Points faibles
- Moyenne de temps de travail élevée (49 h/semaine) mais tout de même inférieure à la moyenne française des agriculteurs (55 h/semaine)

Au niveau social, les indicateurs révèlent des situations relativement positives pour les fermes ADMM, avec notamment un ressenti plutôt favorable quant à la qualité de vie pour un grand nombre d'agriculteurs. Leur charge de travail est conséquente mais reste toutefois inférieure à la moyenne nationale. Enfin, la capacité économique des exploitations est satisfaisante pour un grand nombre de fermes, exprimant à la fois l'efficience du travail et la capacité du système de production à dégager un revenu.

questions-remarques

L'aide à la conversion en bio ne pourrait-elle pas être une solution au problème de la chute des revenus des premières années de changement ?

Peut-être mais la baisse de revenus temporaire n'est pas automatique, il existe aussi des transformations pour lesquelles des baisses ne sont pas constatées.

Sur le fait de considérer le faible degré de dépendance aux aides comme un point fort, y a-t-il des sensibilités différentes dans le réseau ADMM ?

Oui, les réactions sur ce point sont très liées aux OTEX ; même s'il n'y a pas vraiment de « chasseurs de primes », certains (en bovin allaitant, par exemple), s'accommodent du système, quand d'autres ont choisi de complètement s'affranchir des aides.

L'accompagnement des agriculteurs au changement

Le collectif et l'échange au cœur du processus d'amélioration des pratiques

DENIS ALAMONE
FRCIVAM Limousin

D. R.

L'accompagnement des agriculteurs est fondamental dans le projet ADMM où l'on cherche à aller vers des systèmes de production plus durables. Pour travailler à l'échelle de l'exploitation, il a fallu avoir une adaptation de l'accompagnement. Dans ADMM, on cherche à adapter les systèmes de production aux contraintes pédo-climatiques pour un fonctionnement optimal, tout en prenant en compte les souhaits des personnes. Sur l'accompagnement au changement de pratiques, il existe des outils (groupes d'échanges entre pairs qui partagent des intérêts communs, par exemple) pour voir la progression, motiver, répondre aux questions ou encore se rassurer dans les moments de doutes. Dans les réseaux RAD et CIVAM, l'accompagnement repose sur une posture spécifique dont l'objectif est l'autonomisation des personnes. L'animateur est garant d'un cadre qui permet l'expression de tous dans un groupe, il gère le collectif et intervient dans la définition des projets, des objectifs, des actions... Nous partons du principe que le groupe détient une part des réponses aux questions que se posent ses membres et qu'il n'y a pas de pratiques standardisées.

TÉMOIGNAGE FRÉDÉRIC ET VÉRONIQUE KAAK

« Nous sommes producteurs en bovin lait, sur 66 ha, dans le Limousin. Nous sommes membre de l'ADAPA, du sous-groupe de Saint-Léo, plus précisément. En 2009, au moment de la crise du lait, nous nous sommes aperçus de la fuite en avant dans laquelle nous étions engagés ; nous avions perdu le contrôle de notre outil de production. La question de tout arrêter s'est posée. Nous nous sommes alors demandé : " Que voulons nous vraiment ? "

Nous avons alors remis en germe un ancien projet de transformation fromagère, en commençant par aller voir " ce qui se faisait ailleurs ", dans le Massif Central. Ces visites ont entraîné une grosse remise en question ; nous avons tout remis à plat. Cela n'a pas été simple, nous avions des marges de manœuvre limitées. En 2010, lorsque nous avons commencé à participer à des réunions et journées d'échange sur l'herbe et le pâturage, c'était un peu bizarre ("On va nous apprendre à cultiver de l'herbe ?!"). Nous nous sommes lancé dans la maximisation du pâturage, nous avons lâché nos repères – notamment sur la problématique sur le stock pour passer l'hiver... Nous avions de grosses craintes techniques, sur l'aspect "santé des animaux" mais ça s'est bien passé, nous avons utilisé de la documentation des CIVAM, des livres… Nous nous sentons un peu seuls de par chez nous mais jusqu'à aujourd'hui ça va. L'appui du CIVAM a été le pilier de nos changements, surtout en termes de ressource technique. En quatre ans, nous avons opéré une "révolution des petits rien" et avons finalement divisé par deux la quantité de lait produite et par trois les charges opérationnelles ; les dépenses d'aliments et les frais vétérinaires ont eux aussi drastiquement diminué. Le prochain poste à travailler est la consommation de carburant.

Les craintes techniques que l'on pouvait avoir sont dépassées, nous avons plus de temps libre, un système beaucoup plus simple et avec la gestion en paddocks nous prenons le temps de nous balader avec les vaches dans les champs. Nous nous disons : "Pourquoi n'avons-nous pas mis en place un tel système avant ?! " Nous avons aujourd'hui un salarié à plein temps sur la structure. ■■■

Nous sommes allés sur un système que l'on ne connaissait pas et avec 45 000 euros d'annuités par an, nous n'avons pas le droit à l'erreur. Mais, nous avons été accompagnés dans la réflexion sur les paddocks et le redécoupage des parcelles aide. La réaction des vaches a, elle aussi, été un déclic.
Il faut cependant noter, parfois, la difficulté à arriver dans les groupes d'accompagnement quand on est très intensif ; les gens ne nous ont pas forcément bien vus, or il faut se mélanger pour s'apporter les uns les autres. »

« Comment arriver à accepter de penser l'impensable ? »

chronologie

1994 : Installation de Frédéric dans un bassin laitier intensif où 4 millions de litres sont produits à l'année par 8 fermes
2003 : Installation de Véronique, le quota de l'exploitation augmente et atteint 400 000 l
2006 : Réalisation de lourds investissements de mise aux normes
2009 : Crise du lait. Les Kaak produisent à cette époque 720 000 l de lait par an ; on leur conseille de produire encore plus de lait pour « s'en sortir »
2010 : Première participation à une « journée herbe »
Aujourd'hui : Les Kaak produisent, toujours sur 66 ha, 275 000 l de lait vendus en laiterie et 50 000 l transformés en fromage sur place et commercialisés en vente directe (conversion en bio en cours pour des convictions personnelles)

questions-remarques

Comment vous êtes-vous mis à faire du fromage et à le vendre, ce sont des nouveaux métiers ?

Véronique Kaak : J'avais envie de faire du fromage depuis longtemps. En 2008, nous avons été voir des fermes, nous avons vu de « petits systèmes » qui vivaient bien. Il a fallu le voir pour le croire ! En 2009, j'ai appris la transformation fromagère au CFFPPA d'Aurillac. A cette époque, Frédéric voulait tout arrêter mais moi j'étais boostée et nous avons pris le risque de vendre des vaches et d'installer un laboratoire. La transformation nous a aidé à changer notre lait et à aller vers plus de qualité. Aujourd'hui, nous écoulons toute notre production sur un marché.

Romain Dieulot

RAD Grand-Ouest

Projet PraiFacE

Dans le cadre du projet Praiface, dont la finalité était de faciliter les évolutions vers des systèmes herbagers économes aux multiples intérêts déjà démontrés pour une transition agro-écologique, nous sommes partis de la question initiale : « Si ces systèmes sont si intéressants, pourquoi ne sont-ils pas plus répandus ? »
Pendant ce travail de trois ans, nous avons cherché à identifier les freins, les leviers, les motivations mais aussi les difficultés à s'engager « vers des systèmes économes ». La première phase du projet a consisté en la réalisation d'enquêtes auprès d'éleveurs pour comprendre les facteurs qui facilitent ou pas les évolutions (en 2011, une quarantaine d'entretiens ont été menés avec des agriculteurs en système conventionnel et, en 2012, une quarantaine d'entretiens ont été réalisés avec des agriculteurs en système herbager économe). Nous avons ensuite, en 2013 et 2014, produit des outils et ressources destinés à faciliter les évolutions.

Principaux résultats des enquêtes

Les peu herbagers

9/10 sèment des légumineuses fourragères
6/10 connaissent les atouts économiques des systèmes herbagers économes
5/10 déplorent leurs conditions de travail
4/10 reconduisent un système rodé et connu
4/10 sont tentés d'augmenter la part d'herbe

Les systèmes herbagers véhiculent une image « très technique », identifiée comme un frein à leur adoption par les agriculteurs conventionnels enquêtés qui, pour près de la moitié d'entre eux, sont dans la reproduction d'un schéma connu. Des conseillers interrogés indiquent qu'ils pensent que la dimension économique est celle qui intéresse majoritairement les agriculteurs au moment de leur installation.

Ceux qui ont franchi le pas

Le changement apparaît avant tout comme un processus de réponse à une insatisfaction.

4/10 ont voulu changé leur travail
3/10 ont évolué dans un souci écocitoyen
2/10 sont passés en système herbager économe pour des raisons économiques
7/10 espéraient gagner un mieux en termes de travail
5/10 y voyaient le moyen de faire des économies et d'améliorer leur revenu
4/10 ambitionnaient ainsi d'être plus en accord avec leurs valeurs

Dans les personnes « en transition » enquêtées, la moitié ont des responsabilités extra professionnelles ; les personnes qui sortent du modèle dominant semblent être confrontées à d'autres influences que celles émanant de la sphère professionnelle.

La notion de « déclic » est à nuancer ; il s'agit plus d'un cheminement marqué par des événements ponctuels. La perspective d'être mieux dans son travail, les échanges en groupe, l'augmentation du coût des intrants et l'accès au foncier (plus il est accessible, plus cela facilite le changement vers le pâturage) sont autant d'éléments facilitateurs de la résolution de problèmes posés par le changement.

Parmi les agriculteurs enquêtés qui se sont engagés dans les systèmes herbagers économes, tous revendiquent un mieux être au travail et mettent en avant le rôle central du groupe dans le processus de changement. S'ils n'observent pas toujours une diminution de leur temps de travail, ce travail n'est plus le même (« moins de tracteur, moins de pulvérisateur ! »). A noter que le fait de signer une MAE SFEI a été pour certains un élément facilitateur du changement.
Le risque et la pression sociale ressentis par les éleveurs ainsi que la peur de s'isoler de son environnement professionnel en étant porteur d'une remise en question sont les principales difficultés pointées par « ceux qui ont franchi le pas ». Il faut en général plusieurs années pour assumer ses choix, le groupe d'accompagnement jouant un rôle très important dans ce processus.

questions-remarques

Je suis impressionnée par le changement radical qui nous a été présenté en témoignage... Dans le réseau ADMM, sont-ils tous aussi radicaux ?

Les parcours dans les groupes sont très variables, liés aux fermes et aux agriculteurs. Il y a des transitions beaucoup moins marquées où l'on est déjà sur des systèmes herbagers et où l'on cherche à optimiser. Par le témoignage de Frédérique et Véronique, nous voulions mettre en avant le fait que c'est possible.

Vous semblez dire qu'il n'y a que les difficultés qui amènent à réfléchir ; n'est-il pas possible de réfléchir autrement, en particulier pour des jeunes qui ne sont pas encore dans l'exercice du métier ?

Pour que des jeunes réfléchissent autrement que dans le cadre de la ferme de leur parents, il y a un enjeu à montrer le champ des possibles ; nous pouvons intervenir pour parler de l'existence d'autres types de production (par des interventions, des témoignages, des visites de fermes...). Dans nos réseaux, il faut aussi que nous repensions la communication autour de ces systèmes pour montrer que cela marche. Il y a une vraie volonté de nos conseils d'administration d'aller toucher les futurs producteurs.

En termes d'accompagnement nous en retirons que :

en amont de la transition,
- on accompagne à partir de préoccupations partagées et que l'on peut être amené à passer par « des chemins de traverses thématiques » (ne pas aller « directement sur l'herbe ») ;
- il faut communiquer, enseigner et banaliser ces systèmes de production ;
- on ne change pas forcément pour gagner plus (quels usages faire des références technico-économiques ?) ;

pendant la transition,
- les échanges entre pairs sont très importants ;
- il faut simplifier l'apprentissage de ces systèmes ;
- nous devons répondre à la question de la sécurité (celle de l'autonomie alimentaire face aux aléas, par exemple) et remettre en question les critères de définition de la productivité.

Économies d'énergie sur la ferme

Enjeux et pratiques dans les territoires de moyenne montagne

NICOLAS MÉTAYER
Solagro

UN DIAGNOSTIC EN PLUSIEURS ÉTAPES

Faire un diagnostic est un investissement en temps. Il faut une demi-journée pour faire le point avec l'agriculteur ou l'agricultrice sur les consommations et les productions obtenues en s'aidant des documents de l'exploitation (comptabilité, factures, cahier d'enregistrements…) et en décrivant l'exploitation par les différents ateliers (de production, de transformation…) potentiellement générateurs de dépenses en énergie. A noter que le diagnostic DIA'TERRE® permet, outre l'approche système, d'aller dans le détail des ateliers. Pour chacun d'entre eux, on va caractériser les consommations d'énergies et préciser avec l'agriculteur ou l'agricultrice les coûts que cela engendre.

Ensuite, on s'intéresse aux pratiques dans chaque atelier et on détermine les flux d'intrants nécessaires au fonctionnement de l'exploitation, c'est l'énergie indirecte, celle qui est nécessaire pour extraire, fabriquer et transporter les intrants.

Enfin, dans un troisième temps, on approfondit au niveau d'un ou plusieurs ateliers de production, afin de déterminer leur efficacité énergétique.

Ces diagnostics permettent : de déterminer le profil énergétique de la ferme (part d'énergies directe et indirecte ; importance des principaux postes de consommation) ; d'évaluer l'intensité énergétique de la ferme (énergie consommée par hectare) mais aussi l'efficacité énergétique des productions (énergie consommée par unité produite) et des ateliers ; d'effectuer des comparaisons pour situer son exploitation et s'interroger sur les marges de progrès.

LES RÉSULTATS POUR LES FERMES DU RÉSEAU ADMM

• PARTS DES ÉNERGIES DIRECTE ET INDIRECTE

L'échantillon ADMM présente une répartition moyenne de 54% d'énergies directes pour 46% d'énergies indirectes. Cet équilibre renforce l'idée d'un niveau d'autonomie des fermes, moins dépendantes en intrants que les fermes conventionnelles (réf. diagnostics PLANETE 2010) où l'équilibre est de 36% d'énergies directes pour 64% d'énergies indirectes.

• POIDS ÉNERGÉTIQUE DES ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION ET/OU DE COMMERCIALISATION

Cet indicateur permet d'apprécier la dépendance énergétique de l'exploitation pour les activités de transformation et/ou de commercialisation. Dans un contexte où le prix de l'énergie est en hausse, une réflexion sur la maîtrise de l'énergie pour ces activités spécifiques est judicieuse. La moyenne observée sur les fermes ADMM est de 15% de l'énergie totale affectée à ces usages spécifiques, avec de fortes différences. 5 fermes situées en Languedoc-Roussillon et Auvergne (miel et vin) consacrent plus de 50% de l'énergie totale dans leurs activités de transformation et/ou de commercialisation ; 9 fermes (régions Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Auvergne, principalement en bovin et caprin lait avec transformation) consacre entre 30% et 50% de l'énergie à ces activités et 16 fermes, essentiellement les fermes bovin viande et commercialisation sous forme de colis sont à moins de 30%. A noter que quand on s'intéresse à la répartition par régions des fermes du réseau ADMM pour cet indicateur, on remarque clairement que celles des régions Limousin et Midi-Pyrénées sont moins engagées dans les démarches de transformation-vente de leurs productions par rapport aux trois autres régions (Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Auvergne).

> *« Les enjeux climatiques sont importants, comment nos fermes peuvent-elles participer à l'effort ? »*

• EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE LA PRODUCTION

L'énergie non renouvelable par unité produite (équivalent litres de fioul/unité produite) est un indicateur qui traduit l'efficacité énergétique. Dans le cas où plusieurs ateliers existent sur une exploitation, la décomposition de l'efficacité énergétique par produit est indispensable pour une interprétation pertinente, qui ne peut se faire qu'au sein de chaque OTEX. Dans les fermes du réseau ADMM, le calcul de performance énergétique pour la production principale de chaque exploitation permet de dire que 12 fermes ont une forte efficacité énergétique, quand 17 présentent une efficacité énergétique intermédiaire et 10 une faible.

D.R.

TÉMOIGNAGE DENIS JOUFFRE

Eleveur bovin lait à la ferme du Pré de Mazan sur le Plateau ardéchois. Aujourd'hui, Denis élève seul 20 vaches et 15 génisses de race montbéliarde sur 44 ha (20 de prairies de fauche et 24 de pâture) à 1 250 m altitude et vend en coopérative 90 000 l de lait par an (et 15 veaux). Depuis 2006, la ferme pratique l'accueil avec un gîte et une yourte à louer.

« Je me suis installé en 1978 sur la ferme familiale en Gaec avec mon beau frère ; ma femme est arrivée en 1981 et le Gaec a été dissous en 1997. J'ai continué l'activité en individuel avec un peu moins de vaches et je suis passé en bio en 1999. Pour avoir un système le plus économe possible, je recherche une meilleure autonomie alimentaire et fais du bon état sanitaire des animaux une priorité. Pour améliorer la valorisation de l'herbe sur l'exploitation, je me suis rapidement orienté vers la technique des pâturages tournants qui me permet de traverser la période estivale sans apports de protéines. J'ai découpé mon parcellaire qui est regroupé, avec le bâtiment d'élevage au centre, en quatre paddocks de 2 ha et, à partir de mi-mai, les vaches passent environ cinq jours dans un paddock qui sera donc pâturé entre trois et quatre fois dans l'été. L'hiver les vaches sont nourries au foin avec peu de concentré et quelques apports de minéraux. C'est une alimentation équilibrée et riche en fibres. J'utilise aussi des pratiques vétérinaires à base d'homéopathie, d'huiles essentielles. Au printemps dernier, nous avons créé un groupe d'échange sur l'herbe sur le Plateau. »

RÉSULTATS TIRÉS DES DIAGNOSTICS ÉNERGIE RÉALISÉS EN 2009 ET 2012 AU PRÉ DE MAZAN

Commentaires : avec 15,5 l/ha, la consommation de fioul de la ferme est faible. Ses résultats économiques sont restés stables sur la période malgré la sécheresse de 2012 qui a conduit à l'achat de 10 t de céréales en plus qu'en 2009 pour l'alimentation du troupeau.

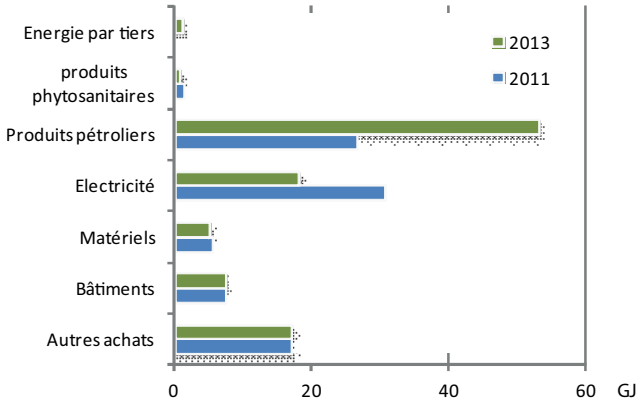
	2009	2012 (Sécheresse)	Moyenne BL Planete
Énergie consommée pour produire 1000L de lait	2 GJ	3,4 GJ	4,6 GJ
Énergie consommée par ha de SAU/an	5,6 GJ	7 GJ	17 GJ
Énergie consommée par UGB/an	6,7 GJ	10,2 GJ	16,5 GJ

TÉMOIGNAGE BENOÎT PORTEILLA

A Dallet, dans le Puy-de-Dôme près de Clermont-Ferrand, Benoît produit du vin et des jus de fruits entièrement vendu en direct sur un peu plus de 3 ha (2 de vignes et un de verger).

« Je ne suis pas viticulteur, je suis vigneron et paysan, car je produis dans mon "pays" et je vends dans mon "pays". Ma ferme, Les Sens de la Vie est installée à dix minutes de Clermont. Cela fait vingt ans que je suis paysan et aujourd'hui, plus intéressé par la qualité que par la quantité, je fais du vin, du jus de fruit et je cueille des plantes sauvages pour des tisanes, mettre dans les jus et préparer des décoctions avec lesquelles je traite mes vignes et le verger.
J'ai changé mes méthodes de travail en restructurant, après mon divorce, l'exploitation qui est passée de 15 à 3 ha. Aujourd'hui, je transforme tout et je fais de la distribution directe chez le consommateur, ce qui fait que je suis souvent dans mon camion... Avec le développement de la commercialisation mes consommation de produits pétroliers augmentent même si je n'ai plus de gros matériel agricole, que du léger. Sur la ferme, le premier diagnostic réalisé en 2011 a mis en évidence ma forte consommation de pétrole. Pour diminuer un peu ce poste de dépenses, j'essaie de faire venir les gens chez moi en organisant des portes ouvertes, journées à thème ou ateliers... Il me faudrait des véhicules beaucoup moins gourmands mais je n'ai pas trop de solution pour porter ma production directement chez le consommateur. Même si la zone de chalandise est importante en périphérie proche de Clermont - 120 000 personnes - il faut quand même se déplacer. Aujourd'hui, je n'utilise plus du tout d'intrants, je fabrique toute mes décoctions, je transforme tout et pour les bouteilles, je travaille avec une fabrique installée à côté ; j'essaie de supprimer tous les achats éloignés de mon domicile. »

EVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES PAR POSTE ENTRE 2011 ET 2013



Commentaires : Malgré l'augmentation des consommations énergétiques en lien avec le développement de l'activité de commercialisation, le profil énergétique de la ferme demeure semblable avec une part prédominante d'énergies directes, caractérisant la faible dépendance de l'exploitation aux intrants.

questions-remarques

LES ENJEUX AUTOUR DES ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION ne sont pas évidents et doivent être envisagés de façon systémique pour ne pas reporter la consommation d'énergie sur les clients se déplaçant individuellement et, en quelque sorte, « ruiner » les économies et efforts réalisés sur les fermes...

AVEZ-VOUS PENSÉ AUX ÉCONOMISEURS DE CARBURANT ?

Benoît Porteilla : J'utilise les huiles de friture l'été quand il n'y a pas de risque de gel mais j'ai une petite structure et je crois que certaines solutions demandent de gros investissements que je ne veux pas faire.

Valoriser les milieux semi-naturels par l'élevage

Enjeux et atouts de ces espaces sous-estimés

DENIS ALAMOME
FRCivam Limousin

L'Association pour le développement d'une agriculture plus autonome (ADAPA) a travaillé ces dernières années à la valorisation des espaces semi-naturels par l'élevage économe et autonome. On entend par milieu semi-naturels, les prairies humides à Jonc, à Molinie, les landes, les pelouses... Historiquement, ce groupe a beaucoup travaillé sur la mise en place de systèmes pâturants en zone de moyenne montagne, en collaboration avec l'INRA de Toulouse notamment. Alors que sur des milieux types prairies humides, la valorisation restait compliquée, nous avons engagé en 2008 un travail spécifique sur le sujet et des éleveurs du groupe mettent la priorité sur l'intégration et la valorisation, par le pâturage, des milieux semi-naturels qui peuvent être une ressource alimentaire très intéressante.

Depuis quatre ans, des formations (avec la coopérative Scopela notamment), des échanges et des rencontres entre éleveurs de différents groupes, comme avec le CIVAM Empreinte, ont été organisés. Après une phase d'appropriation des savoir-faire, il y a eu adaptation sur les fermes de chacun et nous sommes aujourd'hui dans une phase de diffusion, avec des retours et ajustements effectués après chaque saison. A l'ADAPA, il y différents élevages (ovins, caprins, bovins lait et allaitant), une grande diversité dans le parcellaire (les fermes présentant de 20 à 70 % de prairies humides), mais dans tous les cas, on arrive à mettre en place des systèmes satisfaisants.

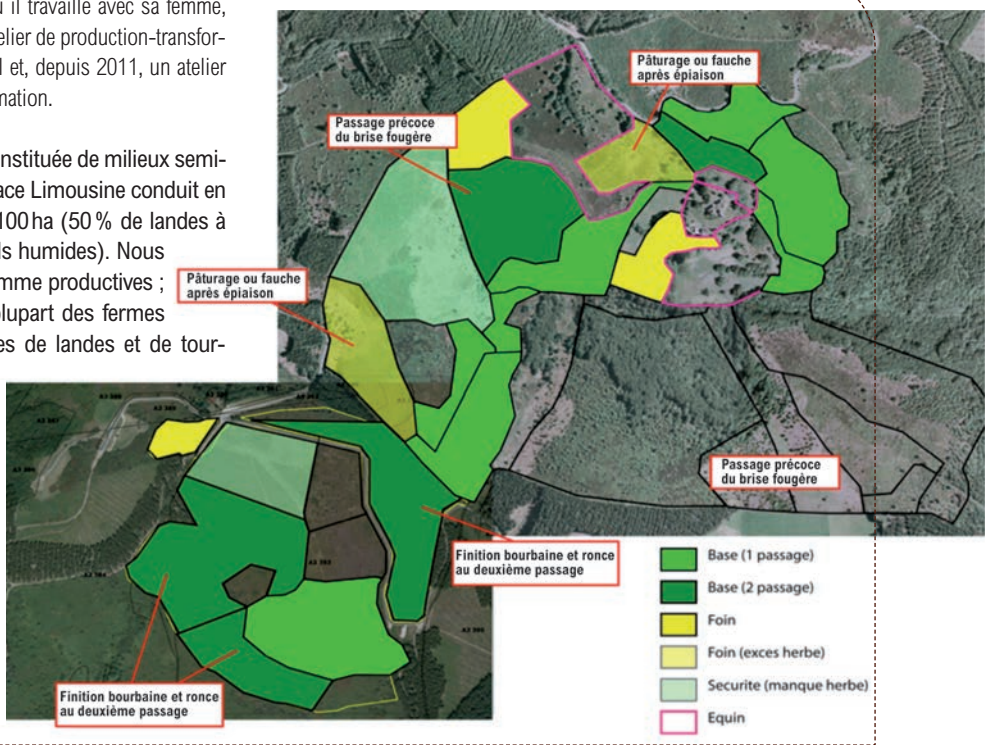
Fourrage très peu coûteux, forte résistance aux aléas climatiques, augmentation de la période de pâturage possible, contribution au maintien de milieux et de la biodiversité, peu de mécanisation et d'investissements financiers... les intérêts de ces systèmes sont multiples.

TÉMOIGNAGE CÉDRIC DEGUILLAUME

Cédric est éleveur en Corrèze, installé depuis 2008 dans le piémont du plateau de Millevaches. Dans la ferme où il travaille avec sa femme, Stéphanie, il y a, en plus des brebis, un atelier de production-transformation de myrtilles sauvages, de l'accueil et, depuis 2011, un atelier maraîchage de plein champ avec transformation.

« Une grande partie de la ferme est constituée de milieux semi-naturels ; le troupeau, 200 brebis de race Limousine conduit en plein air intégral, pâture sur environ 100 ha (50 % de landes à Callune et pelouses et 30 % des fonds humides). Nous avons peu de prairies considérées comme productives ; cette situation est atypique mais la plupart des fermes de la région ont des parts imortantes de landes et de tourbières. Quand je me suis installé il y a sept ans, j'ai rapidement rencontré l'ADAPA et, à l'époque, il n'y avait pas beaucoup de solutions adaptées à mon environnement. Mais, il y avait dans le groupe des savoirs sur le pâturage tournant, sur l'adaptation de la conduite de troupeaux aux ressources. Avec d'autres collègues, le CEN et Scopela, nous avons pris le problème des milieux spécifiques à bras le corps. ■■■

CARTOGRAPHIE DES PATÛRAGES DE PRINTEMPS



Sur notre exploitation, on avait la chance de déjà bien connaître les différents milieux, mon père ne les avaient pas transformés et les a toujours utilisés, mais pas au mieux et c'est ce que nous avons cherché à faire. Nous avons participé à des journées d'échanges sur les fermes des uns et des autres, à des formations en physiologie animale et en connaissance des plantes pour, petit à petit, construire un calendrier de pâturage. Une des premières étapes est d'adapter le potentiel du troupeau aux ressources dont on dispose ; nous avons identifié les saisons et, à partir de là, calé les périodes de vie du troupeau (agnelage, sevrage, soin...). Cela m'a conduit à affirmer qu'il fallait un agnelage et un sevrage tardifs et que des brebis gestantes pouvaient pâturer sur des landes avec un complément en alimentation. Ensuite, nous avons construit un calendrier prévisionnel de pâturage pour caler le passage des bêtes (quand, sur quel état de la ressource...). Le travail de construction du calendrier a été collectif et nous avons utilisé des outils de l'INRA et de Scopela. Chez nous, on l'a fait sous forme de cartes, par saison, indiquant les endroits où les animaux vont passer une ou deux fois en fonction des zones, plus des zones réserves en fonction du déroulement de la saison. Chaque végétation a été qualifiée (capacité de repousse, date de pousse, qualité nutritionnelle) et le « travail » des parcelles (modalités de pâturage) permet d'influencer la composition des prairies selon ce que l'on veut en faire... Les milieux et les végétaux sont malléables ; on les travaille en jouant sur la date, la fréquence de pâturage et le chargement. Aujourd'hui, nous avons un système très économe et relativement efficace. »

questions

Comment valorisez-vous la callune ? Par écobuage ?

Cédric Deguillaume : L'écobuage [ou débroussaillement par broyage des végétaux auxquels on met le feu] n'est pas obligatoire, le pâturage seul peut suffire et le broyage peut être dangereux. J'utilise ces landes au printemps et en hiver car la callune, qui pousse d'avril à août et se consomme jusqu'en mars, apporte entre la moitié et les deux tiers des besoins des animaux.

La callune est une plante mélifère, avez-vous envisagé de travailler avec un apiculteur ?

Cédric Deguillaume : Nous y avons pensé mais les apiculteurs me disent que ces parcelles sont trop sèches pour être bien valorisées...

Le pâturage sur milieux semi-naturels marche-t-il avec les gros ruminants ?

Cédric Deguillaume : Avec des vaches, cela marche très bien aussi mais il faut que les bêtes apprennent à vivre dans ces systèmes.

Julien Buchert

Parc national des Cévennes

Le Parc présente trois unités géographiques distinctes et une grande diversité d'habitats que nous avons pour mission de conserver. Dans les régions du Mont Lozère et du Mont Aigoual les prairies de fauche et les tourbières sont très présentes ; dans les vallées cévenoles, le pays du schiste, il y a beaucoup de bois, des paysages très encaissées à 1200 m d'altitude, de la lande à Callune. Plus à l'ouest, le troisème ensemble est constitué de causses et de gorges, des zones rudes et calcaires avec beaucoup de pelouses. Cette mosaïque d'habitats a donné lieu à une agriculture très diversifiée et à des systèmes dans lesquels toutes les filières sont liées (élevage, châtaigneraies, apiculture, maraîchage en terrasse...). Il y a aussi énormément d'espèces de papillons, d'animaux, d'oiseaux et de plantes qui ont besoin de la diversité des habitats.

Sur le territoire, en matière d'agriculture, on est passé en une trentaine d'années d'une logique d'adaptation aux contraintes environnementales à celle de domination de l'environnement. L'activité agricole s'est concentrée sur les terres les plus faciles à exploiter et des milieux se sont fermés ; un des gros enjeux pour le Parc actuellement est le redéploiement du pastoralisme, notamment en montrant que les milieux semi-naturels sont productifs (étant entendu qu'il existe différentes visions de la productivité d'un espace...). Une des caractéristiques du Parc national des Cévennes est d'être habité, il ne s'agit pas d'y mettre « la nature sous cloche », même si l'Etat est responsable de ce bien, dont la richesse est reconnue par l'Unesco (Réserve de biosphère depuis 1985 et une grande partie du Parc est classée au patrimoine mondial de l'humanité depuis 2011). Il s'agit d'un patrimoine naturel, paysager, humain, touristique et culturel. Le Parc, avec une volonté d'action systémique, mène plusieurs actions pour concilier l'évolution des techniques agricoles et un usage fin et respectueux de la nature :

- soutiens financiers (MAE...) ;
- charte négociée avec les partenaires agricole, volonté de construire des plans pluriannuels avec les exploitants ;
- accompagnement technique et travail sur la duplication des prairies naturelles ;
- réalisation des constats de dommages, soutien du pastoralisme par des aides à destination des bergers ;
- action de valorisation des productions agricoles, etc.

D. R.

Comprendre sa parcelle par les plantes

Connaître et comprendre la flore indicatrice de ses parcelles pour faire évoluer ses pratiques

LUCIE DELORME
FRCIVAM Auvergne

Depuis 2010, la FRCIVAM Auvergne travaille en collaboration avec le Conservatoire des espaces naturels (CEN) d'Auvergne autour de l'idée que la biodiversité est un facteur de production important pour les fermes. Au cours de ces dernières années, des diagnostics de biodiversité réalisés dans plusieurs fermes ont abouti à l'élaboration de propositions d'amélioration de la gestion et à la mise en place d'actions d'accompagnement et de formation des agriculteurs désireux de modifier leurs pratiques. Le travail de diagnostic, révélateur d'un réel intérêt des agriculteurs pour les plantes indicatrices, a été suivi par l'animation, en 2012, d'une formation sur la reconnaissance des plantes indicatrices de pratiques agricoles durables ou améliorables. L'idée de cette formation était de proposer une démarche d'autodiagnostic à partir de plantes indicatrices et de critères simples pour faire évoluer les pratiques vers un état favorable à la biodiversité générale dans les prairies. En 2013 et 2014, les partenaires de ce projet ont décidé de se lancer dans la réalisation d'un guide à destination, en premier lieu, des éleveurs pour qu'ils puissent faire des autodiagnostics de leur prairies. Le comité technique constitué d'agriculteurs, de techniciens animateurs, d'enseignants et de chercheurs s'est réuni au cours de l'année 2014 et le guide *Que me disent les plantes dans ma prairie ?* vient de voir le jour (en téléchargement libre sur : http://agriculture-moyenne-montagne.org et disponible à la FRCIVAM).

> « Le guide tente de répondre à deux approches complémentaires des éleveurs : curieuse et stratégique »

SYLVAIN POUVARET
FRCIVAM Auvergne

L'objectif du guide est de rappeler des fondamentaux sur les prairies permanentes, ces éléments « multi-services » assurant différents rôles (socio-économique, paysager et écologiques), en ciblant quelques espèces de plantes. Il est destiné aux éleveurs et entend les aider à s'approprier la flore de leurs prairies, tout en sensibilisant à la prise en compte de la préservation de la prairie et en donnant des pistes pour leur pérennisation.

Le guide est divisé en deux parties :

- **L'approche conceptuelle** s'est appuyée sur les questions fréquemment posées par les éleveurs, participants au comité technique, au sujet des prairies et de leur gestion. Cette partie contient des éléments sur le lien entre approche de la prairie et stratégie d'exploitation, des notions fondamentales sur les structures et dynamiques des prairies (diversité des plantes, notion d'équilibre et de perturbations...). On y trouve aussi des informations sur les domaines d'application du guide (zones géographiques, types d'élevage et de prairies concernés). Les espèces auxquelles le guide s'intéresse sont indicatrices de pratiques agricoles et de perturbations ; elles fournissent différents types d'indications (excès de litière, d'apports organiques, tassement...)
- **L'approche pratique ou opérationnelle** propose des fiches de reconnaissance et de description d'une quarantaine d'espèces indicatrices et une méthode d'autodiagnostic de l'état de la parcelle. Elle s'appuie sur des relevés d'abondance des espèces indicatrices, des inventaires simples et rapides (détaillés en plusieurs étapes, de la réalisation de transects au remplissage d'une grille d'analyse permettant d'évaluer l'état de la parcelle et de s'interroger, en la replaçant à l'échelle de l'exploitation, sur la façon de retourner à un équilibre de bon état). On trouve ■■■

questions-remarques

Le diagnostic des parcelles a un grand intérêt dans l'accompagnement de la remise en question globale du système et peut permettre d'aiguiller dans ses choix.

Quels sont les profils des agriculteurs qui s'intéressent à ces questions, cette démarche ? Cela concerne-t-il tous ceux d'ADMM ?

Sylvain Pouvaret : Pour le moment, on a touché essentiellement les personnes curieuses qui avaient déjà quelques connaissances du sujet. Mais, lors de formation, en lycée agricole par exemple, où les gens en savaient moins, on a observé une bonne appropriation de la démarche qui s'appuie sur des espèces facilement reconnaissables.

Comment le guide sera-t-il diffusé et quelle suite allez-vous donner à ce travail ?

Sylvain Pouvaret : Il sera encore testé en 2015, de manière plus large, pas seulement en Auvergne. La diffusion se fera en premier lieu auprès des agriculteurs du réseau CIVAM et auprès de ceux avec qui le CEN travaille. Nous continuerons d'échanger dans des formations sur les pratiques de chacun pour gérer les espèces car ce sont vous, les éleveurs, qui avez la connaissance. L'objectif est aussi de l'étendre aux zones humides.

Comment ferez-vous le lien avec les futurs éleveurs dans l'enseignement agricole ?

Sylvain Pouvaret : Le guide a une vocation pédagogique large. Dans le comité technique, il y avait des enseignants et nous avons travaillé pour que le guide soit aussi appropriable par les élèves. Des interventions en classe et d'autres partenariats sont envisageables.

... également dans cette partie des exemples de quelques types de prairies et cas d'étude.
Cette année, le projet se poursuit et visera l'accompagnement des agriculteurs à l'utilisation de ce guide. Des retours d'expériences de gestion seront travaillés et la notion de plantes indicatrices sera déclinée dans les zones humides (notamment en incitant le monde de la recherche à se pencher sur le caractère bio-indicateur de davantage d'espèces).

D. R.

Témoignage Aurélie Ménadier

« Je suis éleveuse en bovins lait dans le Puy-de-Dôme, au Gaec de la Terrasse où nous sommes cinq associés sur la ferme qui est en agriculture biologique depuis 2000. Nous vendons l'essentiel de la production en coopérative mais faisons, depuis octobre dernier, de la transformation fromagère pour une petite partie. Notre passage en agriculture biologique nous a amené pas mal de questions et de remise en cause... Nous avons fait des rencontres et travaillé la question de la biodiversité sur l'exploitation avec la Ligue de protection des oiseaux et avons déjà planté un kilomètre de haies ! Toujours dans une démarche de réflexion autour de l'impact de nos pratiques agricoles sur le milieu, nous avons fait un diagnostic IDEA. Sylvain [chargé de mission au CEN Auvergne] est ensuite venu réaliser un diagnostic botanique et faunistique et nous avons travaillé ensemble sur une parcelle présentant un problème d'enroncement.

Nous sommes curieux de nature et ces différents travaux et rencontres nous ont amenés à essayer d'améliorer la biodiversité sur la ferme car nous pensons que l'agriculture doit être intégrée aux problématiques actuelles. Par ailleurs, j'avais déjà fait un peu de botanique et j'aime aller plus loin. Quand le CIVAM a monté les projets sur la biodiversité, nous avons répondu présents et étions intéressés pour participer et accueillir sur notre ferme une formation sur la reconnaissance des plantes. Pour nous, la démarche que propose le guide est intéressante car elle est simple ; on ne peut pas passer deux heures sur un diagnostic de parcelle... Le jour de la formation, on a fait un diagnostic, on a testé la grille et constaté une perturbation en lien avec le tassement du sol, révélé notamment par la présence en abondance de renoncule rampante. Ceci va nous inciter à revoir l'organisation du pâturage d'automne. »

Conclusion de la journée

« La preuve par l'exemple et la construction de référentiels techniques locaux »

NADÈGE GARAMBOIS
Enseignante-chercheure à AgroParisTech

« Je connais assez peu la région ; je viens d'une région de montagne mais les Alpes, et, avec vos réseaux, j'ai plus été amenée à travailler dans le Grand-Ouest. Ce qui me frappe ici, en premier lieu, c'est la diversité et les différents grands types de développement agricole. Certaines petites régions ont eu plus de moyens que d'autres de s'inscrire, comme en plaine, dans le mouvement d'accroissement de la production par hectare jusqu'à un point où l'on constate que l'on produit de moins en moins de valeur ajoutée et qu'il est peut-être temps de songer à faire autre chose, à faire évoluer son système de production, à rechercher au maximum des économies. On a pu connaître ces stratégies dans le Grand-Ouest. Une autre spécificité du territoire, on l'a vu avec les témoignages de cet après-midi, c'est que des agriculteurs ont continué à valoriser des espaces qui auraient disparu sinon. Ces agriculteurs appuient la robustesse de leur système sur l'utilisation complémentaire de différents écosystèmes et ont su créer une activité et un revenu sur de toutes petites unités de production en intensifiant le travail au maximum, en trouvant d'autres solutions de commercialisation, de mutualisation…

D.R

Un thème transversal peu évoqué aujourd'hui réside aussi dans la très forte capacité de vos systèmes à maintenir des emplois, une caractéristique déterminante aujourd'hui. Non seulement vos systèmes participent à la création d'emplois mais aussi à leur pérennisation et, derrière, avec vos systèmes qui pour certains mobilisent très peu de capital vous créez aussi des conditions d'installation intéressantes, notamment pour les hors cadre familiaux. Insister sur la création d'emplois et la production de valeur ajoutée est important. Ceci nous invite aussi à reconsidérer la façon dont on mesure les performances des exploitations, il est important de davantage se centrer sur la capacité d'une exploitation à rémunérer le travail plus que le capital…

La sobriété énergétique de vos systèmes ne repose pas sur des pratiques extensives mais sur une autre forme d'intensification où une place plus importante à l'observation est mise en œuvre, où l'on cherche à limiter les impacts environnementaux notamment et à avoir une efficience du travail la meilleure possible. Ceci renvoie à de nombreux savoir-faire et je pense d'ailleurs que certains de mes collègues en auraient beaucoup appris s'ils étaient venus aujourd'hui… J'espère que d'autres comme moi auront profité de votre science. Ces savoir-faire, les référentiels locaux que vous instaurez et votre capacité à travailler avec le milieu et non pas sur le milieu dans une recherche d'artificialisation, font qu'au-delà de l'emploi, vous êtes créateurs d'autres types de biens collectifs : paysagers (ouverture d'espaces, moins d'incendies, maintien d'habitat), sociaux, environnementaux, culturels… Ces biens sont très importants même si difficilement évaluables et chiffrables. Ceci renvoie aux modalités de soutien public ; des systèmes ont pu rester inscrits dans la recherche d'accroissement de la production par hectare grâce aux politiques publiques et notamment aux aides du premier pilier de la PAC. Mais, rapidement, une autre partie des agriculteurs s'est retrouvée complètement en marge de ces soutiens là et a dû trouver des moyens de s'en affranchir.

Certes, ce qui fait la force et la robustesse de vos systèmes tient aussi à leur faible dépendance aux aides mais on est en droit de se

demander : « Que fait-on de cet argent public ? » Une « conditionnalité plus sociale » ne devrait-elle pas orienter son attribution ? Ne devrait-il pas être plus dédié aux systèmes en lien avec l'emploi plutôt qu'à l'hectare ? Ce qui m'a frappé dans nos travaux de cette année dans le Massif Central, c'est l'effet limitant voire contre-productif que peuvent avoir les orientations des politiques publiques et aussi l'aval. Par exemple, dans le Ségala sur la zone de production du Roquefort, un groupe d'éleveurs très minoritaires a essayé de se lancer sur l'alimentation des brebis laitières au pâturage en développant des prairies d'association. En lien avec le pic de pousse de l'herbe, ils ont dû décaler les mises bas et se sont retrouvés vite limités par le fait que Roquefort ne collecte pas le lait l'été… Pour ces producteurs, il a fallu trouver d'autres formes de valorisation.
Une autre spécificité de votre territoire, c'est la place importante qui est faite aux collaborations avec d'autres échelons administratifs (collectivités, parcs…) qui peuvent intervenir sur l'agriculture et qui sont intéressés par les impacts de vos systèmes sur le paysage et l'emploi. Il s'agit d'autres modes de soutien et il faut que les partenariats se développent et s'étoffent
Enfin, je retiens aussi de vos travaux un autre élément fondamental : la preuve par l'exemple… La capitalisation de vos expériences est très importante et vous avez effectué, en peu d'années, un gros travail et obtenu des résultats très diversifiés et riches dans lesquels il y a beaucoup de choses sérieuses donnant des pistes pour étendre ces pratique et poursuivre ces travaux. Être en mesure de proposer des référentiels techniques locaux est fondamental car cela sécurise. Les référentiels permettent de s'affranchir de nombre de questions et engagent à aller vers ce type de systèmes, à les étendre… Je ne peux que vous inviter à poursuivre et à développer les partenariats et de continuer à diffuser vos résultats comme vous le faites, notamment dans les établissements de l'enseignement supérieur. »

« Les paysans, c'est aussi du vivant »

Olivier Izard
Administrateur référent du projet ADMM, éleveur en Aveyron

« En guise de conclusion, je voudrais vous proposer une réflexion du début de journée. Je vois aujourd'hui un parallèle intéressant entre le travail du paysan et celui de l'animateur. Je m'explique. Le paysan a un certain rapport au vivant ; dans beaucoup de systèmes, ce rapport est vu et vécu comme un rapport de force : il faut "tirer quelque chose du vivant" parfois avec force, voire violence, en ayant recours à des intrants, au machinisme, etc. Ce n'est pas notre vision. Dans nos systèmes, notre rapport au vivant s'appuie plus sur la notion d'humilité et le travail consiste davantage en un guidage. Nous sommes là pour guider le vivant, pour qu'il produise ce que l'on veut ; par exemple, tout en observant et en nous formant, nous utilisons notre intelligence et nos savoir-faire pour produire des prairies, avoir de l'aliment tout au long de l'année, limiter les consommations d'énergie...
Du point de vue de l'animation dans nos structures, c'est un peu la même posture de guidage et d'intelligence qu'il faut avoir dans notre rapport au changement. Pour changer, nous ne pouvons pas utiliser la force, les arguments d'autorité comme peuvent l'être les tableaux de chiffres, les calculs de productivité... Il faut être dans une posture différente pour amener les paysans au changement, il faut prendre en compte le référentiel du paysan et comprendre comment par de l'écoute, de l'échange, on arrive à des petits riens qui font les grandes choses de demain. Il faut comprendre comment les techniques d'accompagnement qui ne s'inscrivent pas dans des rapports de force peuvent changer beaucoup. Les paysans, c'est aussi du vivant auquel il faut savoir s'adresser pour pouvoir en tirer le meilleur... Et être en mesure d'accueillir de façon ouverte toutes les nouvelles personnes. »

D. R.

Le réseau Agriculture durable en moyenne montagne (ADMM) regroupe des paysans et des structures qui les accompagnent dans leur réflexion et leurs démarches vers une agriculture durable, économe et autonome, avec les spécificités de la moyenne montagne. Il fonctionne sur la base de 9 structures associées depuis 2009 et formalise une collaboration s'appuyant sur des échanges informels plus anciens.

Le projet ADMM a permis le développement d'échanges entre paysans à l'échelle du Massif Central, a facilité et encouragé la mutualisation de savoir-faire et d'outils dans le réseau. Depuis plus de cinq ans, animateurs et paysans œuvrent ensemble pour développer une agriculture autonome et économe ; ils proposent aujourd'hui des références sur l'agriculture durable en moyenne montagne et ont identifié des stratégies d'exploitation pertinentes, tant d'un point de vue environnemental, que social et économique.

Cette journée d'échanges a été l'occasion pour les membres du réseau ADMM de présenter les résultats de leur travail et de mettre en débat les questions de la durabilité de l'agriculture et des territoires de moyenne montagne.

www.agriculture-moyenne-montagne.org

Contact des structures qui portent depuis 2009 le réseau Agriculture durable de moyenne montagne

Fédération Nationale des CIVAM, coordination du projet : 01 44 88 98 58 – lore.blondel@civam.org
FRCIVAM Auvergne : 04 73 61 94 04 – delorme.civam@orange.fr
FRCIVAM Languedoc-Roussillon : 04 67 06 23 40 – ad.frcivamlr@gmail.com
FRCIVAM Limousin : 05 55 26 07 99 – denis.alamome@civam.org
FRCIVAM Rhône-Alpes : 04 75 78 46 49 – admm@inpact-rhonealpes.fr
CIVAM Empreinte : 04 67 06 23 40 – ad.frcivamlr@gmail.com
APABA : 05 65 68 11 52 – viande@aveyron-bio.fr
Cant'ADEAR : 09 61 27 39 06 – cantadear@orange.fr
SOLAGRO : 05 67 69 69 69 – solagro@solagro.asso.fr

D.R.